

RAPPORT SEMESTRIEL 2019



Votre santé mérite le plus grand respect



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

Semestre clos le 30 juin 2019

(L451-1-2 III du Code monétaire et financier. Article 222-4 et suivants du RG de l'AMF)

BOIRON

Société anonyme au capital de 17 565 560 €.

Siège social : 2, avenue de l'Ouest Lyonnais - 69510 Messimy.

967 504 697 R.C.S. Lyon.

Le présent rapport financier semestriel porte sur le semestre clos le 30 juin 2019 et est établi conformément aux dispositions des articles L451-1-2 III du Code monétaire et financier et 222-4 et suivants du Règlement Général de l'AMF.

Il a été diffusé conformément aux dispositions de l'article 221-3 du règlement général de l'AMF. Il peut être consulté sur le site de notre société www.boironfinance.com <http://www.boironfinance.fr/Espace-Actionnaires-et-Investisseurs/Communication-financiere/Information-reglementee/Rapports-annuels-et-semestriels>.

Sommaire

Rapport semestriel d'activité	2
Comptes semestriels consolidés condensés au 30 juin 2019	7
Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2019	30
Attestation du responsable du rapport semestriel	31

FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2019

Le premier semestre 2019 a été marqué par des **lancements de produits** :

- En France, **Arnigel®** en format roll-on,
- En Italie, **Camilia®** en format 30 unidoses, **Arnigel®** 45 grammes et **Euphralia®** en format 10 unidoses,
- En Pologne, **Arnicrème®**.

Sur le premier semestre 2019, **le chiffre d'affaires du groupe** est en baisse de 8,5 % (- 9,2 % à taux de change constant).

En France, où l'homéopathie fait l'objet d'attaques injustifiées et discriminatoires, les ventes sont en recul de 10,5 %. **En Europe et aux Etats-Unis**, le niveau de pathologie hivernale a été bien plus faible qu'en 2018. Aux Etats-Unis, l'effet de base a été majeur sur le premier trimestre, ce qui a fortement impacté le chiffre d'affaires et la rentabilité.

Le résultat opérationnel du premier semestre 2019 est en recul de 29 386 K€ par rapport à 2018.

- La **marge brute** diminue de 21 830 K€, impactée par la baisse du chiffre d'affaires.
- Les **charges opérationnelles**, hors éléments non récurrents, sont en recul de 3 436 K€, essentiellement sur la masse salariale.
- Des **éléments non récurrents** génèrent une variation défavorable sur les autres produits et charges opérationnels de 10 992 K€ :
 - Au premier semestre 2018, une plus-value de 6 207 K€ avait été enregistrée pour la vente de l'établissement de Levallois-Perret.
 - Sur le premier semestre 2019, des dépréciations d'actifs et provisions sont constatées en Belgique, pour 4 785 K€. En difficulté financière depuis l'arrêt des ventes vers son distributeur italien, notre filiale UNDA a signé le 16 juillet 2019 une convention de cession de son fonds de commerce et un compromis de vente de ses biens immobiliers. Cette reprise permettra de sauvegarder la quasi-totalité des emplois.

Le gouvernement français a annoncé son intention d'abaisser le taux de remboursement des médicaments homéopathiques à 15 % à compter du 1^{er} janvier 2020, pour aboutir à un déremboursement à partir du 1^{er} janvier 2021.

Priver les patients et les professionnels de santé de cette liberté de choix est en total décalage avec les enjeux majeurs de santé publique et les besoins des Français. Ils sont d'ailleurs plus de 1,2 million à avoir signé la pétition MonHoméoMonChoix pour le maintien du remboursement des médicaments homéopathiques.

EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DU GROUPE

Chiffre d'affaires (en K€)	1 ^{er} trimestre			2 ^{ème} trimestre			1 ^{er} semestre			
	2019	2018	Variation à taux courant 2019/2018	2019	2018	Variation à taux courant 2019/2018	2019	2018	Variation à taux courant 2019/2018	Variation à taux constant 2018/2019
France	83 440	91 982	-9,3%	67 917	77 199	-12,0%	151 357	169 181	-10,5%	-10,5%
Europe (hors France)	31 779	32 899	-3,4%	23 551	24 795	-5,0%	55 330	57 694	-4,1%	-3,6%
Amérique du Nord	23 580	29 617	-20,4%	17 081	14 958	+14,2%	40 661	44 575	-8,8%	-14,4%
Autres pays	4 516	4 895	-7,7%	4 854	4 185	+16,0%	9 370	9 080	+3,2%	+4,7%
Total groupe	143 315	159 393	-10,1%	113 403	121 137	-6,4%	256 718	280 530	-8,5%	-9,2%

Chiffre d'affaires (en K€)	Médicaments à nom commun 2019	Médicaments à nom commun 2018	Variation à taux de change courant	Spécialités 2019	Spécialités 2018	Variation à taux de change courant
GROUPE BOIRON	133 214	146 572	- 9,1%	122 716	133 297	- 7,9%
France*	103 010	117 764	- 12,5%	47 729	50 876	- 6,2%
Europe (hors France)	18 879	17 915	+ 5,4%	36 427	39 712	- 8,3%
Amérique du Nord	9 830	9 664	+ 1,7%	30 815	34 902	- 11,7%
Autres pays	1 495	1 229	+ 21,6%	7 745	7 807	- 0,8%

*Métropole et outre-mer

Sur le deuxième trimestre 2019, les ventes diminuent de 6,4 %, après une baisse de 10,1 % au premier trimestre.

Le chiffre d'affaires semestriel s'établit ainsi à 256 718 K€ à fin juin 2019 contre 280 530 K€ en 2018 : les médicaments à nom commun et les spécialités baissent respectivement de 9,1 % et 7,9 %.

A taux de change constant⁽¹⁾, les ventes du premier semestre sont en diminution de 9,2 %, principalement en France et aux Etats-Unis.

- **En France**, où l'homéopathie fait l'objet d'attaques injustifiées et discriminatoires, le chiffre d'affaires diminue de 17 824 K€ (- 10,5 %). Les médicaments à nom commun sont en baisse de 12,5 % et les spécialités diminuent de 6,2 %, principalement sur Oscillocoquinum® et Sédatif PC®.
- **Sur la zone Europe (hors France)**, les ventes diminuent de 4,1 %, principalement en Espagne (- 19,0 %, notamment sur les médicaments à nom commun, Oscillocoquinum® et Stodal®), en Belgique (-14,0 % notamment sur Oscillocoquinum® et Euphralia®) et en Pologne (- 27,8 % à taux de change constant, principalement sur Stodal®, Oscillocoquinum® et Drosetux®).

- **Sur la zone Amérique du Nord**, le chiffre d'affaires est en baisse de 8,8 %. Cette diminution de 14,4 % à taux de change constant s'explique par un effet de base défavorable sur les Etats-Unis, lié à l'activité exceptionnelle de 2018.

Les ventes aux Etats-Unis diminuent de 16,0 %, principalement sur Oscillocoquinum® atténué par la progression des gels et crèmes à l'arnica. Le chiffre d'affaires reste en progression de 33,9 % par rapport au premier semestre 2017.

- Les ventes réalisées dans les « **Autres pays** » sont en hausse de 3,2 %. A taux de change constant, la progression est de 4,7 % et concerne principalement Hong-Kong, la Chine et Taïwan (sur la crème au Calendula, Homéoplasmine® et Cicaderma®) atténués par la baisse des ventes en Colombie (- 92,5 % sur Oscillocoquinum® ; ventes faibles sur 2019 consécutives à une hausse des stocks de notre distributeur en 2018).

⁽¹⁾ L'évolution du chiffre d'affaires à taux de change constant consiste à retenir pour l'année en cours les taux de change retenus pour la période comparative, afin de neutraliser les effets liés à la variation des taux de change. A taux de change constant, le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2019 ressort à 254 653 K€, inférieur de 25 877 K€ au chiffre d'affaires 2018 publié.

SITUATION FINANCIERE DU GROUPE

	2019 (1)	2018	Var.
Chiffre d'affaires	256 718	280 530	- 8,5% (2)
Résultat opérationnel	5 994	35 380	- 83,1%
Résultat net - part du groupe	-393	21 605	- 101,8%
Capacité d'autofinancement (3)	22 529	43 753	- 48,5%
Investissements nets	20 887	18 933	+ 10,3%
Trésorerie nette	177 667	181 276	- 2,0%

(1) La norme IFRS 16 sur les contrats de location est applicable à compter du 1^{er} janvier 2019. Son impact sur le compte de résultat 2019 est non significatif. Elle a été appliquée selon la méthode de transition rétrospective simplifiée consistant à ne pas retraiter les états financiers 2018. L'impact d'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019 est donné en notes annexes.

(2) - 9,2 % à taux de change constant.

(3) Avant produits de placement, charges de financement et impôts.

1. COMPTE DE RESULTAT DU GROUPE

Le **résultat opérationnel** est de 5 994 K€ (soit 2,3 % du chiffre d'affaires), en baisse de 29 386 K€ par rapport au premier semestre 2018.

Il est impacté par la baisse du chiffre d'affaires (- 23 812 K€) et par deux éléments non récurrents générant une baisse des autres produits et charges opérationnels de 10 992 K€ :

- En 2019 : dépréciations d'actifs et provisions en Belgique, préalables à la cession du site de notre filiale UNDA.
- En 2018 : plus-value de cession constatée sur l'établissement de Levallois-Perret.

La **marge brute** diminue de 21 830 K€ soit - 10,1 %, impactée par la baisse du chiffre d'affaires.

Les **coûts de préparation et de distribution** sont en recul de 3 040 K€, sous l'effet de la baisse de la masse salariale (départs à la retraite non remplacés) et des taxes sur le chiffre d'affaires, atténuée par les coûts liés à la mise en service progressive de notre centre logistique aux Olmes.

Les **coûts de promotion** progressent de 2,4 %, intégrant les coûts de la campagne de mobilisation MonHoméoMonChoix et une hausse des dépenses de publicité en France et aux Etats-Unis. La masse salariale est en baisse en France, en Espagne et en Italie.

Les **coûts de recherche et d'affaires réglementaires** évoluent peu.

Les **coûts des fonctions support** sont en baisse de 9,5 % : ils étaient impactés en 2018 par des honoraires juridiques en France, en Belgique et aux Etats-Unis.

Les **autres produits et charges opérationnels** se soldent par une charge nette de 4 247 K€ contre un profit net de 8 542 K€ en 2018 :

- En 2018, ils intégraient la plus-value réalisée sur la vente de l'établissement de Levallois-Perret pour 6 207 K€, ainsi que le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (1 554 K€) dont la disparition sur 2019 est compensée par une baisse des charges sociales, constatée au sein des activités opérationnelles commentées ci-dessus.
- En 2019, ils incluent 4 785 K€ de dépréciations d'actifs et provisions sur UNDA, en Belgique (commentés dans les faits marquants).

Les **produits de placement et charges de financement** se soldent par un produit net de 293 K€ contre 203 K€ en 2018.

Les **autres produits et charges financiers** se soldent par une charge nette de 1 682 K€ contre une charge nette de 1 264 K€ en 2018. Ils sont essentiellement composés de la charge liée à la baisse dans le temps de l'impact de l'actualisation des engagements sociaux et du résultat de change sur les flux financiers.

La **charge d'impôt** s'élève à 5 034 K€ sur le premier semestre 2019. Elle est supérieure au résultat avant impôt, au regard de pertes constatées sur les filiales, qui ne génèrent pas d'économie d'impôt.

Le **résultat net** est une perte de 393 K€ contre un profit de 21 605 K€ sur le premier semestre 2018.

2. FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

La **trésorerie nette** atteint 177 667 K€ au 30 juin 2019 contre 216 830 K€ au 31 décembre 2018. Elle baisse de 39 163 K€ sur le premier semestre 2019, contre 83 664 K€ sur le premier semestre 2018.

Les flux de trésorerie provenant des **activités opérationnelles** atteignent 6 772 K€ contre 23 234 K€ au premier semestre 2018 :

- La capacité d'autofinancement est en baisse de 21 224 K€ par rapport au premier semestre 2018 et représente 8,8 % du chiffre d'affaires contre 15,6 % en 2018. Elle suit l'évolution de la rentabilité hors éléments non récurrents n'impactant pas la capacité d'autofinancement (plus-value de cessions, dépréciations d'actifs et provisions).
- Les impôts versés s'élèvent à 18 032 K€ contre 17 570 K€ en 2018.
- La variation du besoin en fonds de roulement se traduit par une ressource de 2 275 K€ contre un besoin de 2 949 K€ sur le premier semestre 2018 sous l'effet principalement de la variation des créances clients, des stocks et des dettes sociales.

Les flux de trésorerie provenant des **activités d'investissement** atteignent 20 887 K€, en hausse de 1 954 K€ par rapport au premier semestre 2018, et concernent :

- le remplacement ou l'acquisition de nouveaux matériels de production sur Messimy et Montévrain,
- les aménagements de la plateforme logistique des Olmes,
- les travaux d'aménagement du nouveau siège aux Etats-Unis,
- les projets informatiques.

Les flux de trésorerie provenant des **activités de financement** s'élèvent à 26 073 K€ contre 87 496 K€ en 2018. Ils intègrent :

- les dividendes versés en 2019 pour 25 389 K€ contre 28 300 K€ en 2018,
- la variation des dettes financières locatives et intérêts afférents pour 1 205 K€, en application de la nouvelle norme IFRS 16 sur l'activation des contrats de location.

En 2018, ils incluaient le rachat de 831 309 actions en dehors du contrat de liquidité, en vue d'annulation, pour 59 257 K€.

EVENEMENTS POST CLOTURE

Il n'a pas été identifié d'élément post-clôture pouvant avoir un impact significatif sur les états financiers du groupe.

PERSPECTIVES

Compte tenu de la baisse du chiffre d'affaires engendrée par les attaques virulentes et injustifiées contre l'homéopathie en France, le résultat opérationnel de l'année 2019 sera en fort recul par rapport à 2018.

Suite à la publication le 31 août dernier de deux décrets relatifs à l'évolution de la prise en charge des médicaments homéopathiques par l'Assurance Maladie, nous rappelons que ceux-ci restent remboursables jusqu'au 1er janvier 2021. D'ici là, nous mettons tout en œuvre pour convaincre les autorités de réviser leur position compte tenu de l'intérêt de l'homéopathie pour la Santé Publique. Aujourd'hui, plus de 20 000 médecins prescrivent quotidiennement des médicaments homéopathiques et la majorité des Français approuve cette approche médicale.

Nous poursuivons avec la même confiance et la même détermination le développement de l'homéopathie dans le monde.

Les résultats réels peuvent différer de ces perspectives, en particulier en fonction des risques et incertitudes mentionnés ci-après.

PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

L'exposition du groupe aux risques et incertitudes mentionnés au paragraphe 1.5 du Document de référence 2018 n'a pas connu d'évolution majeure sur le semestre, à l'exception de la remise en cause du remboursement en France, indiquée dans les faits marquants et du litige mentionné au paragraphe 26.2 de l'annexe aux comptes semestriels.

PRINCIPALES TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les principales transactions avec les parties liées sont mentionnées en note 27 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés condensés.



Comptes semestriels consolidés condensés au 30 juin 2019

Arrêtés par le Conseil d'Administration du 4 septembre 2019

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en K€)	Notes	2019 (6 mois)	2018 (6 mois) ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires	21	256 718	280 530
Autres produits de l'activité	21	1	2
Coûts de production industrielle		(63 007)	(64 990)
Coûts de préparation et distribution		(61 839)	(64 879)
Coûts de promotion		(78 699)	(76 836)
Coûts de recherche		(1 503)	(1 828)
Coûts des affaires réglementaires		(5 318)	(5 271)
Coûts des fonctions support		(36 112)	(39 890)
Autres produits opérationnels	22	760	8 677
Autres charges opérationnelles	22	(5 007)	(135)
Résultat opérationnel		5 994	35 380
Produits de placement et charges de financement		293	203
Produits de placement		474	336
Charges de financement		(181)	(133)
Autres produits et charges financiers		(1 682)	(1 264)
Autres produits financiers		319	313
Autres charges financières		(2 001)	(1 577)
Quote-part dans les résultats des participations dans les entreprises associées		0	0
Résultat avant impôt		4 605	34 319
Impôts sur les résultats	23	(5 034)	(12 724)
Résultat net consolidé		(429)	21 595
Résultat net (part des minoritaires)		(36)	(10)
Résultat net (part du groupe)	24	(393)	21 605
Résultat par action ⁽²⁾	24	(0,02) EUR	1,20 EUR

⁽¹⁾ La norme IFRS 16 a été appliquée selon la méthode de transition rétrospective simplifiée consistant à ne pas retraiter les états financiers au 31 décembre 2018. L'impact d'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019 est donné en notes annexes.

⁽²⁾ En l'absence d'instrument dilutif, le résultat moyen par action est égal au résultat moyen dilué par action.



ETAT DU RESULTAT GLOBAL

(en K€)	Notes	2019 (6 mois)	2018 (6 mois)
Résultat net consolidé		(429)	21 595
Autres éléments du résultat global recyclables en résultat		2 190	(1 282)
Ecart de conversion		2 211	(1 275)
Autres mouvements		(21)	(7)
Variation de la juste valeur des instruments financiers de couverture		0	0
Autres éléments du résultat global non recyclables en résultat		(6 984)	0
Ecart actuariel lié aux avantages postérieurs à l'emploi ⁽¹⁾	17	(6 984)	0
Autres éléments totaux du résultat global ⁽²⁾		(4 794)	(1 282)
Résultat global consolidé		(5 223)	20 313
Résultat global (part des minoritaires)		(36)	8
Résultat global (part du groupe)		(5 187)	20 305

⁽¹⁾ En 2019 : - 10 274 K€ d'écarts actuariels bruts et 3 290 K€ d'impôts différés.

En 2018 : aucun écart actuariel n'avait été constaté, le taux d'actualisation était identique à celui de fin 2017.

⁽²⁾ Il n'y a pas d'effet impôt dans les autres éléments du résultat global autre que ceux mentionnés en ⁽¹⁾.

BILAN CONSOLIDE

ACTIF (en K€)	Notes	30/06/2019	31/12/2018 (1)
Actifs non courants		356 761	347 327
Goodwill	7	89 633	89 630
Immobilisations incorporelles	8	27 562	26 420
Immobilisations corporelles	8	193 816	194 657
Droits d'utilisation liés aux contrats de location	8	6 151	0
Immobilisations financières		2 194	2 264
Autres actifs non courants	12	28	32
Impôts différés actifs		37 377	34 324
Actifs courants		368 930	419 750
Actifs destinés à être cédés	9	3 397	2 586
Stocks et en-cours	10	74 064	70 747
Créances clients et autres actifs liés aux contrats clients	11	70 588	102 153
Etat - Créance d'impôt	12	16 711	4 961
Autres actifs courants	12	23 974	22 055
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13	180 196	217 248
TOTAL ACTIF		725 691	767 077
PASSIF (en K€)		30/06/2019	31/12/2018 (1)
Capitaux propres (part du groupe)		454 634	486 004
Capital	14	17 566	17 566
Primes		79 876	79 876
Réserves et résultat consolidés		357 192	388 562
Intérêts minoritaires		0	39
Total Capitaux propres		454 634	486 043
Passifs non courants		129 881	115 743
Emprunts et dettes financières non courants		4 647	4 206
Dettes financières locatives non courantes	15	4 846	0
Engagements sociaux	16	118 708	109 194
Provisions non courantes	17	8	173
Autres passifs non courants	18	1 644	1 644
Impôts différés passifs		28	526
Passifs courants		141 176	165 291
Passifs destinés à être cédés	9	611	0
Emprunts et dettes financières courants		3 553	1 786
Dettes financières locatives courantes	15	1 853	0
Provisions courantes	17	16 414	16 814
Fournisseurs et comptes rattachés		41 925	48 616
Impôts à payer	18	889	2 517
Autres passifs courants	18	75 931	95 558
TOTAL PASSIF		725 691	767 077

(1) La norme IFRS 16 a été appliquée selon la méthode de transition rétrospective simplifiée consistant à ne pas retraiter les états financiers au 31 décembre 2018. L'impact d'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019 est donné en notes annexes.

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en K€)	2019 (6 mois)	2018 (6 mois) ⁽¹⁾
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES	6 772	23 234
Résultat net (part du groupe)	(393)	21 605
Amortissements et provisions (hors actifs courants)	17 788	15 813
Autres éléments (dont résultat des cessions d'actifs)	393	(6 186)
Marge brute d'autofinancement des sociétés consolidées après produits de placement, charges de financement et impôts	17 788	31 232
Produits de placement et charges de financement	(293)	(203)
Charge d'impôts (y compris impôts différés)	5 034	12 724
Capacité d'autofinancement consolidée avant produits de placement, charges de financement et impôts	22 529	43 753
Impôt versé / remboursement d'impôt	(18 032)	(17 570)
Variation du besoin en fonds de roulement, dont :	2 275	(2 949)
Variation des stocks et en-cours	(3 279)	(6 775)
Variation des créances clients et comptes rattachés	33 083	26 498
Variation des dettes fournisseurs et comptes rattachés	(7 744)	(7 822)
Variation des autres créances et dettes opérationnelles	(19 785)	(14 850)
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(20 887)	(18 933)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(15 883)	(23 361)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(5 597)	(2 981)
Cessions d'immobilisations corporelles	915	7 519
Cessions d'immobilisations incorporelles	0	0
Subventions d'investissements encaissées	0	0
Acquisitions des immobilisations financières	(16)	(14)
Cessions des immobilisations financières	1	4
Acquisitions d'actifs financiers courants	(307)	(100)
Cessions d'actifs financiers courants	0	0
Incidence des variations de périmètre - acquisitions	0	0
Incidence des variations de périmètre - cessions	0	0
FLUX NETS DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	(26 073)	(87 496)
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(25 389)	(28 300)
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	0	0
Augmentation et réduction de capital, primes et réserves	0	6
Rachats d'actions auto-détenues (hors contrat de liquidité)	0	(59 257)
Cessions d'actions auto-détenues (hors contrat de liquidité)	0	0
Emission d'emprunts	1 721	1 149
Remboursement d'emprunts	(1 623)	(1 297)
Intérêts versés	(51)	(133)
Variation des dettes financières locatives	(1 075)	0
Intérêts liés aux dettes financières locatives	(130)	0
Produits de placement encaissés	474	336
VARIATION DE TRESORERIE	(40 188)	(83 195)
Incidence des variations de cours des monnaies étrangères	1 025	(469)
Trésorerie nette au 1^{er} janvier	216 830	264 940
Trésorerie nette au 30 juin	177 667	181 276
Capacité d'autofinancement consolidée avant produits de placement, charges de financement et impôts :		
- par action	1,29 €	2,42 €
- en % du chiffre d'affaires	8,8%	15,6%

⁽¹⁾ La norme IFRS 16 a été appliquée selon la méthode de transition rétrospective simplifiée consistant à ne pas retraiter les états financiers au 31 décembre 2018. L'impact d'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019 est donné en notes annexes.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2018

Avant affectation du résultat (en K€)	Nombre d'actions (1)	Capital	Prime d'émission	Actions auto- détenues	Réserves consolidées (2)	Ecarts actuariels liés aux avantages postérieurs à l'emploi	Ecarts de conversion	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres totaux
31/12/2017	18 430 251	19 415	79 876	(70 594)	532 150	(31 853)	(11 533)	517 461	29	517 490
Rachats et cessions d'actions auto-détenues	(826 924)			(58 715)	(119)			(58 834)		(58 834)
Annulation d'actions auto-détenues		0		0	0			0		0
Dividendes versés					(28 300)			(28 300)	(3)	(28 303)
Transactions avec les actionnaires	(826 924)	0	0	(58 715)	(28 419)	0	0	(87 134)	(3)	(87 137)
Résultat net					21 605			21 605	(10)	21 595
Autres éléments du résultat global					(25)	0	(1 275)	(1 300)	18	(1 282)
Résultat global	0	0	0	0	21 580	0	(1 275)	20 305	8	20 313
30/06/2018	17 603 327	19 415	79 876	(129 309)	525 311	(31 853)	(12 808)	450 632	34	450 666

(1) Nombre d'actions après élimination des actions auto-détenues.

(2) Dont 460 950 K€ d'autres réserves et report à nouveau et 2 201 K€ de réserve légale dans les comptes sociaux de BOIRON société mère au 30 juin 2018.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2019

Avant affectation du résultat (en K€)	Nombre d'actions (1)	Capital	Prime d'émission	Actions auto- détenues	Réserves consolidées (2) (3)	Ecarts actuariels liés aux avantages postérieurs à l'emploi	Ecarts de conversion	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres totaux
31/12/2018 Publié	17 519 302	17 566	79 876	(2 523)	430 797	(24 888)	(14 824)	486 004	39	486 043
Impact de l'application de la norme IFRS 16 au 01/01/2019					(464)			(464)		(464)
01/01/2019 retraité de IFRS 16	17 519 302	17 566	79 876	(2 523)	430 333	(24 888)	(14 824)	485 540	39	485 579
Rachats et cessions d'actions auto-détenues	7 841			(228)	(102)			(330)		(330)
Annulation d'actions auto-détenues								0		0
Dividendes versés					(25 389)			(25 389)	(3)	(25 392)
Transactions avec les actionnaires	7 841	0	0	(228)	(25 491)	0	0	(25 719)	(3)	(25 722)
Résultat net					(393)			(393)	(36)	(429)
Autres éléments du résultat global					(21)	(6 984)	2 211	(4 794)		(4 794)
Résultat global	0	0	0	0	(414)	(6 984)	2 211	(5 187)	(36)	(5 223)
30/06/2019	17 527 143	17 566	79 876	(2 751)	404 428	(31 872)	(12 613)	454 634	0	454 634

(1) Nombre d'actions après élimination des actions auto-détenues.

(2) Dont 369 096 K€ d'autres réserves et report à nouveau et 2 201 K€ de réserve légale dans les comptes sociaux de BOIRON société mère au 30 juin 2019.

(3) L'application de IFRS 16 selon la méthode de transition rétrospective simplifiée a conduit à constater l'impact de la norme au 1^{er} janvier 2019 pour - 464 K€.

La présente annexe fait partie intégrante des comptes semestriels consolidés condensés au 30 juin 2019, arrêtés par le Conseil d'Administration du 4 septembre 2019.

Présentation de l'entreprise

BOIRON, société mère du groupe, est une société anonyme de droit français, créée en 1932. Son activité principale est la fabrication et la commercialisation de médicaments homéopathiques.

Son siège social est situé 2, avenue de l'Ouest Lyonnais, 69 510 Messimy, France.

Au 30 juin 2019, BOIRON société mère et ses filiales comptent 3 567 employés (effectif physique) en France et à l'étranger, contre 3 672 au 31 décembre 2018.

L'action BOIRON est cotée sur Euronext Paris.

NOTE 1 : PRINCIPAUX EVENEMENTS DU SEMESTRE

Sur le premier semestre 2019, le chiffre d'affaires du groupe est en baisse de 8,5 % (- 9,2 % à taux constant).

En France, où l'homéopathie fait l'objet d'attaques injustifiées et discriminatoires, les ventes sont en recul de 10,5 %. En Europe et aux Etats-Unis, le niveau de pathologie hivernale a été bien plus faible qu'en 2018. Aux Etats-Unis, l'effet de base a été majeur sur le premier trimestre, ce qui a fortement impacté le chiffre d'affaires et la rentabilité.

Le résultat opérationnel du premier semestre 2019 est en recul de 29 386 K€ par rapport à 2018.

- La marge brute diminue de 21 830 K€, impactée par la baisse du chiffre d'affaires.
- Les charges opérationnelles, hors éléments non récurrents, sont en recul de 3 436 K€, essentiellement sur la masse salariale.
- Des éléments non récurrents génèrent une variation défavorable sur les autres produits et charges opérationnels de 10 992 K€ :
 - Au premier semestre 2018, une plus-value de 6 207 K€ avait été enregistrée pour la vente de l'établissement de Levallois-Perret.
 - Sur le premier semestre 2019, des dépréciations d'actifs et provisions sont constatées en Belgique, pour 4 785 K€. En difficulté financière depuis l'arrêt des ventes vers son distributeur italien, notre filiale UNDA a signé le 16 juillet 2019 une convention de cession de son fonds de commerce et un compromis de vente de ses biens immobiliers. Cette reprise permettra de sauvegarder la quasi-totalité des emplois.

Le gouvernement français a annoncé son intention d'abaisser le taux de remboursement des médicaments homéopathiques à 15 % à compter du 1^{er} janvier 2020, pour aboutir à un déremboursement à partir du 1^{er} janvier 2021.

Priver les patients et les professionnels de santé de cette liberté de choix est en total décalage avec les enjeux majeurs de santé publique et les besoins des Français. Ils sont d'ailleurs plus de 1,2 million à avoir signé la pétition MonHoméoMonChoix pour le maintien du remboursement des médicaments homéopathiques.

NOTE 2 : METHODES D'ÉVALUATION ET PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros sauf indication contraire et sont préparés conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'Union Européenne.

Ce référentiel, disponible sur le site de la Commission Européenne (https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/company-reporting-and-auditing/company-reporting/financial-reporting_fr), intègre :

- les normes comptables internationales (IAS et IFRS),
- les interprétations du comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee - SIC) et du comité d'interprétation des normes d'informations financières internationales (International Financial Reporting Interpretations Committee - IFRIC).

Les comptes semestriels consolidés sont établis en conformité avec la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils sont présentés, en application de cette norme, en retenant une présentation condensée de l'annexe ; seules les transactions significatives ou les règles adaptées aux spécificités des arrêtés de comptes semestriels donnent lieu à des notes annexes. Ils doivent être lus en liaison avec les comptes annuels du groupe au 31 décembre 2018, tels que présentés dans le Document de référence enregistré auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 15 avril 2019 sous le numéro D.19-0335 et disponible sur le site internet de la société :

<http://www.boironfinance.fr/Espace-Actionnaires-et-Investisseurs/Communication-financiere/Information-reglementee/Rapports-annuels-et-semestriels>.

2.1. Nouvelles normes, amendements et interprétations IFRS

Comme indiqué dans l'annexe aux comptes consolidés 2018, le groupe BOIRON a appliqué au 1^{er} janvier 2019 la norme IFRS 16 sur les contrats de location, en optant pour la méthode rétrospective simplifiée.

Le groupe a opté pour les mesures de simplification suivantes :

- calcul du taux d'emprunt marginal à la date de première application, en tenant compte de la durée initiale du contrat, et non de la durée résiduelle ;
- retraitement des contrats de location dont la durée résiduelle au 1^{er} janvier 2019 est supérieure à douze mois et pour lesquels la valeur du bien est supérieure à 5 K\$;
- exclusion des coûts directs initiaux de l'évaluation des actifs ;
- utilisation des connaissances acquises postérieurement après le début du contrat, par exemple pour déterminer la durée des contrats de location qui contiennent des options de renouvellement ou de résiliation.

Conformément aux dispositions de la norme liée à la méthode rétrospective simplifiée, les comptes comparatifs n'ont pas été retraités. Les principaux impacts financiers sur les agrégats du 1^{er} semestre 2019 sont présentés ci-après :

- impact sur les capitaux propres d'ouverture au 1^{er} janvier 2019 : - 464 K€ ;
- augmentation des actifs liés aux droits d'utilisation : 6 151 K€, soit 3,18 % de la valeur nette comptable des actifs corporels ;
- augmentation des dettes financières locatives : 6 699 K€, dans un contexte où le groupe est non endetté ;
- augmentation du résultat opérationnel du premier semestre 2019 de 185 K€ ;
- augmentation de la capacité d'autofinancement consolidée et des remboursements d'emprunts respectivement de 1 204 K€ et de - 1 075 K€.

L'impact au 1^{er} janvier 2019 a été présenté :

- sur des lignes distinctes au bilan : droits d'utilisation liés aux contrats de location et dettes financières locatives,
- sur une ligne séparée du tableau de variation des capitaux propres consolidés,
- dans une colonne spécifique des tableaux de mouvements des droits d'utilisation liés aux contrats de location et des dettes financières locatives.

Les engagements hors bilan présentés au 31 décembre 2018, selon la norme IAS 17, s'élevaient à 17,5 M€, soit environ 15,3 M€ actualisés aux taux d'emprunt marginaux au 1^{er} janvier 2019.

Les dettes financières locatives (cf. note 16) se montent à 7,7 M€ au 1^{er} janvier 2019.

L'écart de 7,6 M€ s'explique par les contrats de location exclus du périmètre de retraitement selon les dispositions de la norme et les contrats non retraités du fait de leur impact non significatif sur les comptes du groupe. Il s'agit principalement :

- des contrats de location de véhicules (4,6 M€),
- des contrats de location de prestations informatiques (exclus selon les dispositions de la norme) et les autres contrats de location de faible valeur unitaire ou dont la durée est inférieure à 12 mois (3 M€).

Les options retenues par le groupe en matière de taux d'actualisation et de durée des contrats de location sont présentées en note 2.2. En fonction des décisions de l'IFRIC (après la saisine ayant eu lieu en juin 2019), le groupe pourra être amené à modifier les retraitements constatés. Cependant, le groupe ne s'attend pas à des modifications significatives sur ses capitaux propres consolidés et son résultat opérationnel consolidé.

Les autres normes, amendements et interprétations applicables à compter du 1^{er} janvier 2019 n'ont pas d'impact significatif ou sont non applicables. Il s'agit principalement de :

- IFRIC 23 « Comptabilisation des positions fiscales incertaines » en matière d'impôt sur les sociétés. L'analyse effectuée n'a pas conduit à constater de passifs complémentaires au titre des incertitudes fiscales. Dans l'attente de la réponse à une saisine de l'IFRIC en juin 2019, les passifs liés aux risques fiscaux liés aux contrôles en cours ont été maintenus en provisions pour risques au bilan (cf. note 17) ;
- Cycle d'améliorations annuelles 2015-2017 (amendements IFRS 3, 11, 12 et 23) ;
- Amendement à IAS 19 « Modification, réduction et liquidation d'un régime » ;
- Amendement à IFRS 9 « Clause de remboursement anticipé avec rémunération négative » ;
- Amendement à IAS 28 « Intérêts dans les entreprises associées et coentreprises ».

Le groupe BOIRON a choisi de ne pas appliquer par anticipation les normes, amendements et interprétations adoptés ou non encore adoptés par l'Union Européenne, mais dont l'application anticipée aurait été possible, et qui entreront en vigueur après le 30 juin 2019. Il s'agit principalement des normes et amendements suivants :

- IFRS 3 « Amendements à IFRS 3, définition d'une activité » ;
- Amendements à IAS 1 et IAS 8 sur le seuil de matérialité ;
- Nouveau cadre conceptuel.

Ces normes, amendements et interprétations sont applicables pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020, sous réserve de leur adoption par l'Union Européenne.

Il n'existe pas de normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB, et d'application obligatoire pour les exercices ouverts au 1^{er} janvier 2019, mais non encore approuvés au niveau européen (et dont l'application anticipée n'est pas possible au niveau européen) qui auraient un impact significatif sur les comptes de cet exercice.

2.2. Principes comptables spécifiques à la norme IFRS 16

Comme indiqué en note 2, le groupe a appliqué la norme IFRS 16 « Contrats de location » au 1^{er} janvier 2019 en optant pour la méthode rétrospective simplifiée. Par application de cette option, les comptes comparatifs n'ont pas été retraités.

2.2.1. Règles de comptabilisation des contrats de location jusqu'au 31 décembre 2018, par application de la norme IAS 17

Comme indiqué dans la note 2.4.3.1 de l'annexe de comptes consolidés 2018, il n'existait pas de contrats de location financement dans le groupe.

2.2.2. Règles de comptabilisation des contrats de location depuis le 1^{er} janvier 2019, par application de la norme IFRS 16

▪ **Règles spécifiques retenues pour la transition au 1^{er} janvier 2019**

Les options retenues pour la transition ont été détaillées en note 2.

▪ **Règles comptables générales**

La norme IFRS 16 ne fait plus la distinction côté preneur entre contrats de location financement et contrats de location simple, telle que précédemment définie par la norme IAS 17.

Les contrats de location confèrent le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie.

Les contrats de location qui répondent à cette définition sont comptabilisés selon les modalités définies ci-dessous, sauf dans les cas d'exemptions prévus par la norme (durée des contrats inférieure à 12 mois et/ou bien sous-jacents de faible valeur) et sauf dans les contrats non retraités du fait de leur impact non significatif.

En pratique, l'analyse a conduit à retraiter uniquement les contrats de location immobilière.

Pour les contrats non retraités, les loyers sont maintenus en charges opérationnelles.

Pour les contrats retraités (location immobilière), les règles de comptabilisation sont présentées ci-après.

A la date de début du contrat, le groupe comptabilise un actif au titre du droit d'utilisation et un passif financier au titre d'une obligation locative. L'actif et le passif sont présentés sur une ligne distincte du bilan.

L'obligation locative est évaluée à la valeur actualisée des paiements de loyers non encore versés, sur la durée du contrat.

La valeur actualisée est déterminée en utilisant le taux d'emprunt marginal calculé pour chaque pays, en fonction de la durée du contrat. Dans l'attente d'une décision de l'IFRIC (saisine ayant eu lieu en juin 2019), le taux d'emprunt marginal correspond à un taux in fine (reflétant la seule maturité du contrat, sans tenir compte du profil de paiement) et non à un taux duration.

La durée d'un contrat de location est la période exécutoire, qui correspond à la période non résiliable, augmentée de toute option de prolongation du contrat que le groupe a la certitude raisonnable d'exercer, et de toute option de résiliation du contrat que le groupe a la certitude raisonnable de ne pas exercer.

En pratique, les durées retenues pour les principaux contrats de location sont les suivantes :

- en Italie : période exécutoire de dix ans ;
- en Belgique : bail emphytéotique de trente ans ;
- en Pologne : période exécutoire de dix ans ;
- en Russie : période exécutoire de six ans ;
- en France : période exécutoire de neuf ans (baux commerciaux 3/6/9) : période non résiliable de trois ans et certitude d'exercer les options de prolongation après trois et six ans.

Il n'existe pas de clause de résiliation anticipée dans les différents baux, et il n'existe pas de clause susceptible d'amener les bailleurs à verser au groupe une indemnité significative, en cas de non renouvellement du bail à la fin de la période non résiliable. En pratique, l'essentiel des loyers sont fixes et il n'y a pas d'option d'achat.

Au titre de l'impôt, dans l'attente de la confirmation par l'IFRIC, le groupe a fait le choix de constater un impôt différé sur le retraitement des contrats de location immobilière.

Les droits d'utilisation liés aux contrats de location sont évalués comme suit : le coût est diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur, et ajusté pour tenir compte, le cas échéant, des réévaluations de l'obligation locative. Aucune perte de valeur et aucune réévaluation de l'obligation locative n'a été constatée en 2019.

En l'absence d'option d'achat, les droits d'utilisation liés aux contrats de location sont amortis sur la durée du contrat.

Dans l'attente de la précision de l'IFRIC, les agencements liés aux contrats de location sont amortis sur la durée du contrat, sauf s'il existe un faisceau de présomptions montrant que l'actif sous-jacent sera utilisé sur une période supérieure à la durée du contrat.

Le groupe n'a pas identifié de situations où il est bailleur, ni de situations de cessions-bails.

2.3. Principes comptables spécifiques à l'arrêté semestriel

Les règles appliquées en matière d'estimation et de jugement ont été décrites dans la note 2 de l'annexe des comptes consolidés arrêtés au 31 décembre 2018. Il n'y a pas eu d'évolution significative sur le semestre des estimations et incertitudes.

Dans certains cas, ces règles ont été adaptées aux spécificités de l'arrêté semestriel.

2.3.1. Impôt sur le résultat

La charge d'impôt du semestre est calculée individuellement pour chaque société : le taux moyen effectif estimé pour l'exercice est appliqué au résultat avant impôt de la période.

Comme les années précédentes, le groupe a choisi de présenter le Crédit d'Impôt Recherche (CIR) en autres produits opérationnels.

Le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi a été supprimé à compter du 1^{er} janvier 2019. Historiquement présenté en autres produits opérationnels, sa disparition est compensée par une diminution des charges sociales sur l'ensemble des activités opérationnelles du compte de résultat consolidé. L'impact sur le résultat opérationnel est non significatif.

2.3.2. Intéressement et participation

Les charges d'intéressement et de participation sont calculées prorata temporis sur la base du montant annuel estimé.

2.3.3. Avantages postérieurs à l'emploi

Conformément aux dispositions de la norme IAS 34, les engagements de retraite et assimilés n'ont pas fait l'objet d'un recalcul complet au 30 juin 2019, comme au 30 juin 2018. Les mouvements des engagements nets ont été estimés comme suit :

- Le coût financier et le coût des services rendus ont été estimés à partir de l'extrapolation au 31 décembre 2019 de l'engagement global calculé au 31 décembre 2018.
- L'impact de la baisse du taux d'actualisation (1,1 % au 30 juin 2019, contre 1,8 % au 31 décembre 2018) a été calculé à partir des tests de sensibilité effectués les années précédentes. L'impact du changement, à partir de 2019, de modalités d'estimation des engagements (taux de turnover, méthode de proratisation et taux de mortalité) a également été constaté en écarts actuariels au 30 juin 2019.

L'impact global au 30 juin 2019 de ces écarts actuariels a été comptabilisé en autres éléments du résultat global pour - 10 274 K€ ;

- Les autres hypothèses actuarielles liées à l'engagement global font généralement l'objet d'une mise à jour en fin d'année. Le groupe n'a pas identifié au 30 juin 2019 d'élément susceptible d'avoir un impact significatif.
- Les autres écarts actuariels liés aux effets d'expérience n'ont pas été recalculés, compte tenu de leur impact non significatif constaté les années précédentes et de l'absence de variation significative attendue cette année.

- Les cotisations au fonds externalisé et les prestations versées aux salariés partis à la retraite sur le premier semestre ont été prises en compte.
- Aucune modification ni liquidation de régime n'est intervenue sur le semestre.

2.3.4. Actifs et passifs liés aux contrats clients

Il n'existe pas d'actifs liés aux contrats clients autres que les créances clients. En effet, il n'existe pas d'actifs liés aux coûts marginaux d'obtention du contrat et aux coûts d'exécution des contrats.

Les passifs liés aux contrats clients concernent :

- des dettes à l'égard des clients en contrepartie des rémunérations de services rendus,
- des produits constatés d'avance, peu significatifs, visant à rattacher le chiffre d'affaires sur l'exercice concerné.

Pour rappel, l'essentiel du chiffre d'affaires est essentiellement lié à la fabrication et la distribution de produits homéopathiques.

Les revenus liés à l'activité sont constatés à l'achèvement (à la livraison des produits). Il n'existe pas de chiffre d'affaires constaté à l'avancement.

Les règles de comptabilisation des revenus de l'activité ne reposent pas sur des estimations.

2.3.5. Tests de dépréciation

Les modalités de réalisation des tests de dépréciation au 31 décembre 2018 sont décrites dans le Document de référence 2018 en note 2.5.

Les tests de dépréciation ne sont réalisés, dans le cadre de l'arrêté des comptes semestriels, que pour les actifs ou groupes d'actifs pour lesquels il existe un indice de perte de valeur à la fin du semestre ou pour lesquels il existait un indice de perte de valeur à la clôture précédente.

L'analyse effectuée n'a pas conduit à identifier d'actifs liés aux contrats de location qui seraient à tester indépendamment d'une UGT.

Dans l'attente des précisions attendues sur les modalités pratiques de réalisation des tests de dépréciation intégrant le retraitement de la norme IFRS 16, et compte tenu des nombreuses difficultés pratiques identifiées, les tests de dépréciation ont été réalisés d'une part, avant impact de la norme IFRS 16, d'autre part, de manière approchée en intégrant dans la valeur comptable de l'UGT l'actif lié au droit d'utilisation et la dette financière locative, sans modification du calcul des flux de trésorerie prévisionnels.

Il est à noter qu'il n'existe pas d'UGT pour lesquelles la valeur recouvrable était proche de la valeur nette comptable au 31 décembre 2018 et comprenant des contrats de location immobilière retraités. Par ailleurs, la première application de la norme IFRS 16 ne devrait pas avoir d'impact significatif dans le cas d'une valeur recouvrable déterminée par rapport à des flux de trésorerie prévisionnels.

NOTE 3 : PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation n'a pas connu d'évolution depuis le 31 décembre 2018. Il est présenté en note 3 du Document de référence 2018.

La date de clôture de toutes les sociétés est le 31 décembre, à l'exception de BOIRON LABORATORIES, en Inde, qui clôture ses comptes sociaux le 31 mars. Elle effectue un arrêté intermédiaire au 31 décembre, pour l'établissement des comptes annuels consolidés, faisant l'objet d'un audit contractuel.

Les sociétés non consolidées sont évaluées au coût historique et sont comptabilisées en immobilisations financières.

NOTE 4 : CONVERSION DES ELEMENTS EN MONNAIES ETRANGERES

Le tableau suivant présente les taux de conversion euro contre monnaies étrangères retenus pour la consolidation des principales sociétés en monnaies étrangères :

	Taux moyen 2019 (6 mois)	Taux moyen 2018 (6 mois)	Taux de clôture 30/06/2019	Taux de clôture 30/06/2018	Taux de clôture 31/12/2018
Couronne tchèque	25,684	25,497	25,447	26,020	25,724
Dollar américain	1,130	1,211	1,138	1,166	1,145
Dollar canadien	1,507	1,546	1,489	1,544	1,561
Forint hongrois	320,392	314,091	323,390	329,770	320,980
Nouveau Leu roumain	4,742	4,654	4,734	4,663	4,664
Real brésilien	4,341	4,141	4,351	4,488	4,444
Rouble russe	73,721	71,980	71,598	73,158	79,715
Zloty polonais	4,292	4,220	4,250	4,373	4,301

Les écarts de conversion de 2 211 K€ constatés dans les autres éléments du résultat global résultent principalement de l'évolution du rouble russe sur le premier semestre 2019.

NOTE 5 : SAISONNALITE

L'activité du groupe peut être saisonnière en raison du niveau de pathologie et de l'étendue de la gamme des spécialités hivernales. Les résultats annuels dépendent généralement de l'activité réalisée sur le second semestre de l'exercice.

Par conséquent, les résultats du premier semestre peuvent ne pas être représentatifs des résultats pouvant être attendus pour l'ensemble de l'exercice.

Cette saisonnalité impacte la structure du bilan au 30 juin 2019.

NOTE 6 : INFORMATION SECTORIELLE

Le tableau ci-après présente les données au 30 juin 2019 :

DONNEES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	France	Europe (hors France)	Amérique du Nord	Autres pays	Eliminations ⁽¹⁾	2019 (6 mois)
CHIFFRE D'AFFAIRES externe	160 830	53 064	39 910	2 914		256 718
CHIFFRE D'AFFAIRES inter-secteurs	42 902	3 403	14	877	(47 196)	0
CHIFFRE D'AFFAIRES total	203 732	56 467	39 924	3 791	(47 196)	256 718
RESULTAT OPERATIONNEL	20 925	(12 433)	(3 107)	(721)	1 330	5 994
<i>dont Dotations nettes aux amortissements et dépréciations sur immobilisations</i>	<i>(14 150)</i>	<i>(3 556)</i>	<i>(265)</i>	<i>(29)</i>		<i>(18 000)</i>
<i>dont Dotations nettes aux amortissements des droits d'utilisation liés aux contrats de location</i>	<i>(197)</i>	<i>(778)</i>		<i>(44)</i>		<i>(1 019)</i>
<i>dont Variations nettes des dépréciations sur actifs, provisions et engagements sociaux</i>	<i>1 505</i>	<i>(2 169)</i>	<i>340</i>	<i>(4)</i>		<i>(328)</i>
Produits de placement et charges de financement ⁽²⁾	623	51	(423)	42		293
Impôts sur les résultats	(6 254)	872	777	(9)	(420)	(5 034)
RESULTAT NET (PART DU GROUPE)	13 613	(11 472)	(2 753)	(691)	910	(393)
DONNEES RELATIVES AU BILAN	France	Europe (hors France)	Amérique du Nord	Autres pays	Eliminations ⁽¹⁾	30/06/2019
Total Bilan	717 965	101 907	89 159	8 284	(191 624)	725 691
Immobilisations corporelles et incorporelles nettes	203 899	5 686	11 358	435		221 378
Droits d'utilisation nets liés aux contrats de location	1 105	4 865		181		6 151
Impôts différés actifs	30 092	4 001	3 279	5		37 377
Besoin en Fonds de Roulement	28 793	22 804	28 587	3 823	(29 902)	54 105
DONNEES RELATIVES AU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	France	Europe (hors France)	Amérique du Nord	Autres pays	Eliminations ⁽¹⁾	2019 (6 mois)
Investissements corporels et incorporels	16 864	900	3 679	37		21 480
Variation des dettes financières locatives	(202)	(831)		(42)		(1 075)

⁽¹⁾ Dont éliminations des flux et des résultats internes intersecteurs.

⁽²⁾ Dont - 130 K€ d'intérêts liés aux dettes financières locatives.

Le retraitement des contrats de location immobilière, dans le cadre de la norme IFRS 16, a un impact sur le résultat opérationnel de 185 K€ (cf. note 2).

Les données au 30 juin 2018 sont présentées ci-dessous :

DONNEES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	France	Europe (hors France)	Amérique du Nord	Autres pays	Eliminations ⁽¹⁾	2018 (6 mois) ⁽²⁾
CHIFFRE D'AFFAIRES externe	178 167	55 768	43 812	2 783		280 530
CHIFFRE D'AFFAIRES inter-secteurs	57 467	3 381	24	978	(61 850)	0
CHIFFRE D'AFFAIRES total	235 634	59 149	43 836	3 761	(61 850)	280 530
RESULTAT OPERATIONNEL	47 214	(11 165)	3 728	116	(4 513)	35 380
dont Dotations nettes aux amortissements et dépréciations sur immobilisations	(13 591)	(902)	(197)	(35)		(14 725)
dont Variations nettes des dépréciations sur actifs, provisions et engagements sociaux ⁽²⁾	1 410	107	(536)	34		1 015
Produits de placement et charges de financement	54	90	8	51		203
Impôts sur les résultats ⁽³⁾	(15 352)	1 884	(855)	(16)	1 615	(12 724)
RESULTAT NET (PART DU GROUPE)	30 663	(9 179)	2 882	137	(2 898)	21 605

DONNEES RELATIVES AU BILAN	France	Europe (hors France)	Amérique du Nord	Autres pays	Eliminations ⁽¹⁾	30/06/2018 ⁽²⁾
Total Bilan	814 034	96 776	45 280	7 009	(254 626)	708 473
Immobilisations corporelles et incorporelles nettes	198 394	10 996	8 224	376		217 990
Impôts différés actifs	28 340	4 750	2 278			35 368
Besoin en Fonds de Roulement	36 063	24 761	10 481	3 697	(23 242)	51 760

DONNEES RELATIVES AU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	France	Europe (hors France)	Amérique du Nord	Autres pays	Eliminations ⁽¹⁾	2018 (6 mois) ⁽²⁾
Investissements corporels et incorporels	22 213	403	3 477	249		26 342

⁽¹⁾ Dont éliminations des flux et des résultats internes intersecteurs.

⁽²⁾ La norme IFRS 16 a été appliquée selon la méthode de transition rétrospective simplifiée consistant à ne pas retraiter les états financiers au 31 décembre 2018. L'impact d'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019 est donné en notes annexes.

Le chiffre d'affaires consolidé ventilé selon le critère de destination des ventes, tel qu'il est publié dans le cadre de l'information réglementée trimestrielle, se présente comme suit pour les premiers semestres 2019 et 2018 :

	2019	2018
France	151 357	169 181
Europe (hors France)	55 330	57 694
Amérique du Nord	40 661	44 575
Autres pays	9 370	9 080
TOTAL GROUPE	256 718	280 530

La ventilation du chiffre d'affaires par ligne de produits est donnée en note 21.

La structure de la clientèle du groupe est atomisée. Aucun client ne représente plus de 10 % du chiffre d'affaires du groupe sur les périodes présentées.

NOTE 7 : GOODWILL

	31/12/2018	Augmentations / (Diminutions)	Ecart de conversion	30/06/2019
BOIRON société mère ⁽¹⁾	84 653			84 653
LES EDITIONS SIMILIA	663			663
Total "France" ⁽²⁾	85 316	0	0	85 316
Belgique ⁽³⁾	2 232			2 232
Italie	2 242			2 242
Espagne	583			583
Suisse	55			55
Total "Europe (hors France)"	5 112	0	0	5 112
Canada	229		(4)	225
Etats-Unis	1 260		7	1 267
Total "Amérique du Nord"	1 489	0	3	1 492
Total "Autres pays"	0			0
TOTAL GOODWILL BRUTS	91 917	0	3	91 920
Dépréciation Suisse	(55)			(55)
Dépréciation Belgique ⁽³⁾	(2 232)			(2 232)
TOTAL GOODWILL NETS	89 630	0	3	89 633

⁽¹⁾ Le goodwill chez BOIRON société mère provient de DOLISOS (70 657 K€), de LHF (7 561 K€), de SIBOURG (1 442 K€), de DSA (1 381 K€), de HERBAXT (1 785 K€) et de Laboratoire FERRIER (1 827 K€).

⁽²⁾ Les goodwill des différentes acquisitions intervenues en France étant devenus indissociables, les tests de dépréciation sont réalisés au niveau de la France.

⁽³⁾ Le goodwill en Belgique provient de UNDA (1 408 K€) et OMNIUM MERCUR (823 K€). Il est totalement déprécié depuis 2012 ; il n'y a pas lieu de déprécier d'actifs complémentaires.

Il n'y a pas eu d'acquisition générant un nouveau goodwill au cours du premier semestre 2019.

Sur le premier semestre 2019, la baisse du chiffre d'affaires en Métropole et l'annonce du gouvernement de son intention d'abaisser le taux de remboursement des médicaments homéopathiques à 15 % à compter du 1^{er} janvier 2020, pour aboutir à un déremboursement à partir du 1^{er} janvier 2021, constituent un indice de perte de valeur. Le test réalisé au 30 juin 2019 sur l'UGT France n'a pas conduit à constater de dépréciation.

NOTE 8 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Sur le premier semestre 2019, les investissements en immobilisations incorporelles se sont élevés à 5 597 K€ et portent sur les projets informatiques en cours, en France essentiellement.

Les investissements en immobilisations corporelles se sont élevés à 15 883 K€. Ils concernent principalement le site de Messimy, le site des Olmes et les travaux d'aménagement du nouveau siège social aux Etats-Unis.

Les amortissements et dépréciations nets de reprises des immobilisations corporelles du semestre s'élèvent à 13 992 K€, dont 2 706 K€ concernent les dépréciations constatées chez UNDA en vue de la cession de ses actifs fin 2019 (cf. note 1).

Aucune immobilisation incorporelle et corporelle ne fait l'objet de nantissement, de prise de garantie ou de sûreté.

NOTE 9 : DROITS D'UTILISATION LIES AUX CONTRATS DE LOCATION

La nouvelle norme IFRS 16 sur les contrats de location est d'application obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2019 (cf. note 2). A l'actif du bilan, le groupe a choisi de présenter sur une ligne distincte les droits d'utilisation liés aux contrats de location.

Au 30 juin 2019, les impacts sont les suivants :

	31/12/2018 (1)	Impact de l'application de la norme IFRS 16 au 01/01/2019	Augmentations		Diminutions	Ecart de conversion et autres mouvements	30/06/2019
			Acquisitions	Amortissements			
Droits d'utilisation liés aux contrats de location bruts	0	19 142	0	0	(1 427)	113	17 828
Amortissements des droits d'utilisation liés aux contrats de location	0	(11 995)	0	(1 019)	1 427	(90)	(11 677)
TOTAL DROITS D'UTILISATION LIES AUX CONTRATS DE LOCATION	0	7 147	0	(1 019)	0	23	6 151

⁽¹⁾ La norme IFRS 16 a été appliquée selon la méthode de transition rétrospective simplifiée consistant à ne pas retraiter les états financiers au 31 décembre 2018. L'impact d'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019 est donné dans une colonne spécifique.

Les principales sociétés concernées par le retraitement associé à cette norme sont BOIRON Italie (1 409 K€), BOIRON SPRL (1 310 K€), BOIRON Pologne (611 K€), BOIRON société mère (573 K€), BOIRON Russie (541 K€) et BOIRON Océan Indien (532 K€).

NOTE 10 : ACTIFS ET PASSIFS DESTINES A ETRE CEDES

Les actifs et passifs destinés à être cédés s'élèvent respectivement à 3 397 K€ et 611 K€ à fin juin 2019. Ils incluent :

- Le siège de la filiale américaine (986 K€), mis en vente sur le deuxième semestre 2018 et cédé en juillet 2019 ;
- Deux bâtiments en Belgique (1 500 K€) mis en vente fin 2018, l'un ayant fait l'objet d'une dépréciation complémentaire de 107 K€ pour le ramener à la valeur de rachat ayant fait l'objet d'une proposition ;
- L'ensemble des immobilisations corporelles, des stocks et impôts différés actifs de UNDA (Belgique) pour 911 K€, reclassés après leur dépréciation (cf. notes 8 et 11) qui seront vendus fin 2019 au repreneur avec qui la filiale a signé une convention de cession en juillet 2019 (cf. note 1). Les engagements sociaux liés aux gratifications (cf. note 17) et les impôts différés passifs ont été classés en passifs destinés à être cédés pour 611 K€.

NOTE 11 : STOCKS ET EN-COURS

	31/12/2018	Variations	Dépréciations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Ecarts de conversion et autres mouvements	30/06/2019
Matières premières et approvisionnements	13 914	1 588			(842)	14 660
Produits semi-ouvrés et produits finis	58 747	4 024			(1 110)	61 661
Marchandises	783	132			0	915
TOTAL STOCKS BRUTS	73 444	5 744	0	0	(1 952)	77 236
TOTAL DEPRECIATIONS DES STOCKS	(2 697)		(4 590)	2 124	1 991	(3 172)
TOTAL STOCKS NETS	70 747	5 744	(4 590)	2 124	39	74 064

Aucun stock au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018 n'a été donné en nantissement de passif.

Parmi les 4 590 K€ de dépréciations de l'exercice, 1 743 K€ concernent UNDA en vue de la cession de ses actifs fin 2019 (cf. note 1).

NOTE 12 : CREANCES CLIENTS ET AUTRES ACTIFS LIES AUX CONTRATS CLIENTS

	31/12/2018	Variations	Dépréciations de l'exercice	Reprises de l'exercice (dépréciations non utilisées)	Reprises de l'exercice (dépréciations utilisées)	Ecarts de conversion et autres mouvements	30/06/2019
Créances clients brutes libellées en euros	60 470	(12 390)				0	48 080
Créances clients brutes libellées en monnaies étrangères	43 108	(20 791)				1 527	23 844
TOTAL CREANCES CLIENTS BRUTES	103 578	(33 181)	0	0	0	1 527	71 924
Dépréciations des créances clients libellées en euros	(1 165)		(103)	122	61	0	(1 085)
Dépréciations des créances clients libellées en monnaies étrangères	(260)		(97)	115	0	(9)	(251)
TOTAL DEPRECIATIONS DES CLIENTS	(1 425)	0	(200)	237	61	(9)	(1 336)
Créances clients nettes libellées en euros	59 305	(12 390)	(103)	122	61	0	46 995
Créances clients nettes libellées en monnaies étrangères	42 848	(20 791)	(97)	115	0	1 518	23 593
TOTAL CREANCES CLIENTS NETTES	102 153	(33 181)	(200)	237	61	1 518	70 588

Il n'existe pas de créance cédée au 30 juin 2019 comme au 31 décembre 2018.

Comme indiqué en note 2.3.4, il n'existe pas d'actifs liés aux contrats clients autres que les créances clients.

Les dépréciations sur les créances clients sont constatées conformément aux principes définis en note 2.7.3.1 du Document de référence 2018.

Le risque client est considéré comme faible, le « coût net » des clients douteux étant faible. Le risque de crédit est traité en note 20 « Instruments financiers et risques ».

Les créances libellées en devises concernent essentiellement les Etats-Unis, la Russie, le Brésil, la Roumanie et la Pologne.

Le niveau des créances clients au 30 juin 2019 est comparable à celui du 30 juin 2018 (74 302 K€). Il n'y a pas eu d'évolution majeure sur la structure de la clientèle. La baisse par rapport au 31 décembre 2018 s'explique par la saisonnalité de l'activité (cf. note 5) et la baisse du chiffre d'affaires (cf. note 1).

NOTE 13 : CREANCE D'IMPOT ET AUTRES ACTIFS COURANTS ET NON COURANTS

Courant	31/12/2018	Variations	Dépréciations de l'exercice	Reprises de l'exercice (dépréciations non utilisées)	Reprises de l'exercice (dépréciations utilisées)	Ecart de conversion et autres mouvements	30/06/2019
Etat - Créance d'impôt (actifs non financiers)	4 961	11 726				24	16 711
Actifs non financiers	16 345	611	0	0	0	(56)	16 900
Etat et collectivités publiques hors impôt sur les sociétés	13 395	(1 133)				(73)	12 189
Personnel	249	686				8	943
Charges constatées d'avance	2 701	1 058				9	3 768
Actifs financiers valorisés au coût	5 707	1 719	0	0	0	(176)	7 250
Autres débiteurs	5 707	1 719				(176)	7 250
Actifs liés aux contrats clients	0	0	0	0	0	0	0
Instruments dérivés	68	(67)					1
Autres actifs courants bruts (hors créance d'impôt sur les sociétés)	22 120	2 263	0	0	0	(232)	24 151
Dépréciations des autres actifs courants	(65)		(177)	3	62		(177)
Autres actifs courants nets	22 055	2 263	(177)	3	62	(232)	23 974
Non courant	31/12/2018	Variations	Dépréciations de l'exercice	Reprises de l'exercice (dépréciations non utilisées)	Reprises de l'exercice (dépréciations utilisées)	Ecart de conversion et autres mouvements	30/06/2019
Autres actifs non courants nets	32	(4)	0	0	0	0	28

NOTE 14 : TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

	30/06/2019			31/12/2018		
	Euros	Monnaies étrangères (contre-valeur euros)	Total	Euros	Monnaies étrangères (contre-valeur euros)	Total
Équivalents de trésorerie	2 097	2 480	4 577	1 887	1 771	3 658
Disponibilités	164 571	11 048	175 619	205 926	7 664	213 590
TOTAL	166 668	13 528	180 196	207 813	9 435	217 248

Les équivalents de trésorerie sont essentiellement constitués d'OPCVM monétaires euros ou de placements équivalents (certificats de dépôts, comptes à terme,...) qui répondent aux critères définis par IAS 7 (cf. note 2.7.3.2 du Document de référence 2018).

Les variations de juste valeur à la date de clôture ne sont pas significatives.

Il n'existe pas de placement donné en garantie à la clôture de la période, ni soumis à des restrictions.

Le montant de la trésorerie non disponible pour le groupe (exemple : contrôle des changes) est non significatif.

La réconciliation entre la trésorerie du bilan consolidé et la trésorerie nette du tableau des flux de trésorerie est la suivante :

		30/06/2019	31/12/2018
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Bilan consolidé	180 196	217 248
Trésorerie passive * (incluse dans les emprunts et dettes financières courants)	Bilan consolidé	2 529	418
Trésorerie nette	Tableau de flux de trésorerie consolidés	177 667	216 830

* *Concours bancaires courants essentiellement*

La baisse de la trésorerie nette sur le premier semestre s'explique principalement par la diminution des flux de trésorerie provenant des activités en lien avec la baisse de rentabilité, accrue par les décaissements d'investissements corporels et incorporels.

NOTE 15 :CAPITAUX PROPRES

Le capital social au 30 juin 2019 est composé de 17 565 560 actions, entièrement libérées, de 1 euro chacune. Il n'existe pas d'action de préférence.

BOIRON société mère n'est soumise à aucune contrainte externe, d'ordre réglementaire ou contractuel, au titre de son capital. La société intègre pour le suivi de ses capitaux propres les mêmes éléments que ceux qui sont intégrés dans les capitaux propres consolidés.

15.1. Actions auto-détenues

Le capital est constitué de la façon suivante (en nombre d'actions) :

	30/06/2019	31/12/2018
Nombre d'actions total	17 565 560	17 565 560
Actions auto-détenues	(54 099)	(46 258)
Nombre d'actions hors actions auto-détenues	17 511 461	17 519 302

Les actions inscrites en compte nominatif depuis 3 ans ou plus bénéficient d'un droit de vote double aux assemblées générales.

Il n'existe pas de bon de souscription d'actions en circulation et la société n'a pas mis en place de plan de souscription d'actions ou d'achat pour les salariés ou d'instruments dilutifs.

Les actions auto-détenues sont valorisées au cours historique, leur valeur est directement imputée sur les capitaux propres consolidés.

Au 30 juin 2019, le portefeuille d'actions auto-détenues s'élève à 2 751 K€.

Les acquisitions réalisées au cours de l'exercice se montent à 2 762 K€, toutes réalisées dans le cadre du contrat de liquidité. Les cessions de l'exercice se sont élevées à 2 534 K€ (en coût d'acquisition historique), la totalité via le contrat de liquidité.

La moins-value latente de ce portefeuille s'élève à 669 K€ (sur la base du cours moyen du mois de juin 2019).

Au 30 juin 2019, 33 947 actions sont détenues via le contrat de liquidité souscrit auprès de NATIXIS et 20 152 actions sont détenues hors contrat de liquidité en vue d'annulation.

15.2. Dividende par action

Dividende par action en euro	
Dividende 2017 versé en 2018	1,60
Dividende 2018 versé en 2019	1,45

NOTE 16 : DETTES FINANCIERES LOCATIVES COURANTES ET NON COURANTES

La nouvelle norme IFRS 16 sur les contrats de location est d'application obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2019 (cf. note 2). Au passif du bilan, le groupe a choisi de présenter sur deux lignes distinctes les dettes financières locatives courantes et non courantes.

Au 30 juin 2019, les impacts sont les suivants :

	31/12/2018 (1)	Impact de l'application de la norme IFRS 16 au 01/01/2019	Augmentations	Diminutions	Ecarts de conversion et autres mouvements	30/06/2019
Dettes financières locatives non courantes	0	5 717	0	0	(871)	4 846
Dettes financières locatives courantes	0	2 029	0	(1 075)	899	1 853
TOTAL DETTES FINANCIERES LOCATIVES COURANTES ET NON COURANTES	0	7 746	0	(1 075)	28	6 699

(1) La norme IFRS 16 a été appliquée selon la méthode de transition rétrospective simplifiée consistant à ne pas retraiter les états financiers au 31 décembre 2018. L'impact d'IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019 est donné dans une colonne spécifique.

NOTE 17 : ENGAGEMENTS SOCIAUX NON COURANTS

17.1. Données chiffrées du groupe

	31/12/2018	Impact en résultat opérationnel	Impact en résultat financier	Impact en autres éléments du résultat global		30/06/2019
				Ecarts actuariels ⁽¹⁾	Ecarts de conversion et reclassements ⁽²⁾	
Total Avantages postérieurs à l'emploi (régimes à prestation définie)	101 238	(1 470)	922	10 274	0	110 964
Total Autres engagements à long terme	7 956	(93)	0	0	(119)	7 744
TOTAL ENGAGEMENTS SOCIAUX COMPTABILISES EN PASSIFS NON COURANTS	109 194	(1 563)	922	10 274	(119)	118 708

⁽¹⁾ Dont 9 126 K€ liés à la baisse du taux d'actualisation (1,1 % au 30 juin 2019 contre 1,8 % au 31 décembre 2018).
Dont 1 148 K€ liés au changement de modalités d'estimation des engagements (cf. note 2.3.3).

⁽²⁾ Les engagements sociaux liés aux gratifications chez UNDA ont été reclassés en passifs destinés à être cédés (cf. note 10).

La variation des engagements sociaux sur le premier semestre 2018 était la suivante :

	31/12/2017	Impact en résultat opérationnel	Impact en résultat financier	Impact en autres éléments du résultat global		30/06/2018
				Ecarts actuariels ⁽¹⁾	Ecarts de conversion et reclassements	
Total Avantages postérieurs à l'emploi (régimes à prestation définie)	108 601	(841)	895	0	0	108 655
Total Autres engagements à long terme	8 445	(80)	0	0	0	8 365
TOTAL ENGAGEMENTS SOCIAUX COMPTABILISES EN PASSIFS NON COURANTS	117 046	(921)	895	0	0	117 020

⁽¹⁾ Le taux d'actualisation retenu au 30 juin 2018 est de 1,7 %, identique à celui du 31 décembre 2017.

17.2. Avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies de BOIRON société mère

	31/12/2018	Impact en résultat opérationnel			Impact en résultat financier	Impact en autres éléments du résultat global	30/06/2019
		Coûts des services rendus	Paiements	Changements de régime			
Valeur actualisée de l'obligation	55 164	943	(2 200)		479	2 856	57 242
Valeur du fonds externalisé	(27 235)		700		(216)		(26 751)
Provision IDR	27 929	943	(1 500)	0	263	2 856	30 491
Provision APR (valeur actualisée de l'obligation)	73 160	1 071	(1 985)		659	7 418	80 323

(1) Le taux d'actualisation retenu au 30 juin 2019 est de 1,1 %. Il était de 1,8 % au 31 décembre 2018.

La variation des avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies de BOIRON société mère sur le premier semestre 2018 était la suivante :

	31/12/2017	Impact en résultat opérationnel			Impact en résultat financier	Impact en autres éléments du résultat global	30/06/2018
		Coûts des services rendus	Paiements	Changements de régime			
Provision IDR BOIRON France	29 120	1 177	(1 500)	0	242	0	29 039
Provision APR BOIRON France	79 380	1 491	(2 011)	0	653	0	79 513

(1) Le taux d'actualisation retenu au 30 juin 2018 est de 1,7 %, identique à celui du 31 décembre 2017.

NOTE 18 : PROVISIONS COURANTES ET NON COURANTES

	31/12/2018	Augmentations	Diminutions (non utilisées)	Diminutions (utilisées)	Ecarts de conversion et autres mouvements	30/06/2019
Courant						
Provisions pour retours de marchandises	5 383	1 868	(119)	(2 350)	25	4 807
Provisions pour risques et litiges	10 980	534	(103)	(374)	1	11 038
Provisions pour réorganisations	451	625	(182)	(325)		569
Autres provisions pour autres charges	0					0
TOTAL PROVISIONS COURANTES	16 814	3 027	(404)	(3 049)	26	16 414
Non courant						
Provisions pour risques et litiges	173		(141)	(24)		8
TOTAL PROVISIONS NON COURANTES	173	0	(141)	(24)	0	8

Au 30 juin 2019, une provision pour réorganisation a été constatée sur UNDA pour 337 K€, dans le cadre de la reprise de l'activité par un nouvel acquéreur fin 2019 (cf. note 1).

La variation des provisions courantes et non courantes au 30 juin 2018 était la suivante :

	31/12/2017	Augmentations	Diminutions (non utilisées)	Diminutions (utilisées)	Ecarts de conversion et autres mouvements	30/06/2018
Courant						
Provisions pour retours de marchandises	5 569	2 487		(2 523)	61	5 594
Provisions pour risques et litiges	1 945	427	(152)	(248)	(9)	1 963
Provisions pour réorganisations	567	21		(159)		429
Autres provisions pour autres charges	0					0
TOTAL PROVISIONS COURANTES	8 081	2 935	(152)	(2 930)	52	7 986
Non courant						
Provisions pour risques et litiges	256					256
TOTAL PROVISIONS NON COURANTES	256	0	0	0	0	256

Les autres actifs et passifs éventuels sont décrits en note 26.

NOTE 19 : IMPOTS A PAYER et AUTRES PASSIFS COURANTS ET NON COURANTS

	30/06/2019		31/12/2018	
	Courant	Non courant	Courant	Non courant
Etat - impôt sur les sociétés à payer (passifs non financiers)	889	0	2 517	0
Autres passifs hors impôt sur les sociétés à payer				
Passifs non financiers	63 301	1 600	77 265	1 600
Etat et collectivités publiques hors impôt sur les sociétés	7 703	98	8 527	98
Personnel et organismes sociaux	55 490	1 497	68 679	1 502
Produits constatés d'avance	108	5	59	
Passifs financiers évalués au coût	12 630	44	18 293	44
Fournisseurs d'immobilisations	5 520		6 896	
Clients créditeurs	6 700		10 250	
Autres créditeurs	410	44	1 147	44
Instruments dérivés	0	0	0	0
TOTAL	75 931	1 644	95 558	1 644

Les autres passifs non courants sont essentiellement constitués de la dette sur le TFR Italien.

Les produits constatés d'avance liés aux contrats clients sont non significatifs.

Le niveau des autres passifs courants et non courants au 30 juin 2019 est comparable à celui du 30 juin 2018 (85 948 K€).

NOTE 20 : INSTRUMENTS FINANCIERS ET RISQUES

Les actifs et passifs financiers du groupe n'ont pas connu d'évolution significative par rapport au 31 décembre 2018 en ce qui concerne leur nature et leur échéance.

Comme au 31 décembre 2018, les seuls instruments financiers évalués à la juste valeur sont les valeurs mobilières de placement et les instruments dérivés (cf. notes 13 et 19), correspondant au niveau 2 de la hiérarchie définie par la norme IFRS 13 (cf. note 2.10 du Document de référence 2018). Le groupe n'a pas identifié d'ajustement au titre du risque de contrepartie (risque de non recouvrement d'un actif), ni du risque de crédit propre (risque de ne pas honorer un passif).

Il n'existe que des instruments dérivés de couverture du risque de change.

Au 31 décembre 2018 et au 30 juin 2019, les instruments dérivés de change en cours correspondent uniquement à des couvertures de juste valeur et non de flux de trésorerie. Ainsi, les variations de juste valeur des instruments dérivés ont été constatées en totalité en résultat net consolidé. Aucune variation n'a été constatée en 2018 et 2019 en autres éléments du résultat global.

Les encours d'options à terme et d'opérations à terme ainsi que la juste valeur de ces instruments sont non significatifs au 30 juin 2019.

La juste valeur des placements est donnée en note 14.

L'exposition du groupe aux risques de marché, de crédit et de liquidité n'a pas connu de changement majeur par rapport au 31 décembre 2018 (note 21 de l'annexe consolidée du Document de référence 2018).

Au 30 juin 2019, le montant des créances échues et non dépréciées s'élève à 8 208 K€ soit 11,4 % des créances clients (contre 9 497 K€ soit 9,2 % des créances clients au 31 décembre 2018). Les créances échues depuis moins d'un mois représentent 48 % de ce montant. Le solde est à échéance moins d'un an.

Il n'y a pas eu d'évolution majeure sur la structure de la balance âgée sur le premier semestre 2019. Les risques identifiés dans des pays en difficulté économique n'ont pas connu d'évolution significative.

Au 30 juin 2019 et au 31 décembre 2018, il n'existe pas d'accord de compensation ni d'accord significatif de rééchelonnement de créances.

Le groupe a réalisé au 30 juin 2019 un chiffre d'affaires de 2 739 K€ avec la Pharmacie Centrale de Tunisie, importateur exclusif des médicaments dans ce pays. Dans le contexte de crise de financement du système de santé qui frappe la Tunisie depuis fin 2016, BOIRON subit des retards de paiement de ses créances et un allongement des délais de règlement. Il convient de préciser que les créances sont couvertes auprès d'assureurs crédit et qu'aucune perte n'a été constatée sur le semestre.

Cette situation fait l'objet d'un suivi spécifique au niveau du groupe.

Le montant des pertes sur créances irrécouvrables, net des dotations et reprises de dépréciations sur créances douteuses s'élève à + 28 K€, soit 0,01 % du chiffre d'affaires, contre - 509 K€ en 2018 (0,18 % du chiffre d'affaires).

Le groupe BOIRON n'a pas eu à constater de défaillance significative sur le premier semestre 2019, comme en 2018.

NOTE 21 : REVENUS DE L'ACTIVITE

	2019 (6 mois)	%	2018 (6 mois)	%
Médicaments homéopathiques à nom commun	133 214	51,9	146 572	52,2
Spécialités de médication familiale	122 716	47,8	133 297	47,5
Autres ⁽¹⁾	788	0,3	661	0,3
TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES	256 718	100,0	280 530	100,0
Autres produits de l'activité (redevances)	1		2	

⁽¹⁾ La rubrique « Autres » du chiffre d'affaires intègre les ventes de livres ainsi que les facturations de services (enseignement).

Les règles de comptabilisation du chiffre d'affaires sont identiques selon les différentes lignes de produits (cf. note 2.11.1 du Document de référence 2018).

Les lignes de produits présentées dans cette ventilation du chiffre d'affaires ne constituent pas des secteurs opérationnels.

La ventilation du chiffre d'affaires par zone géographique est donnée dans la note 6 sur l'information sectorielle.

NOTE 22 : AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS

	2019 (6 mois)	2018 (6 mois)
Résultat sur cessions d'éléments d'actifs ⁽¹⁾	(43)	6 177
Crédit d'impôt compétitivité et emploi ⁽²⁾		1 554
Autres crédits d'impôts (dont crédit d'impôt recherche)	600	622
Résultat sur instruments dérivés (relatif aux couvertures commerciales)	(76)	(117)
Dépréciations et provisions en Belgique (UNDA) ⁽³⁾	(4 785)	0
Autres variations nettes des dépréciations d'actifs ⁽⁴⁾	(64)	0
Résultat de change sur opérations commerciales	114	217
Autres	7	89
TOTAL	(4 247)	8 542
<i>Dont autres produits opérationnels</i>	<i>760</i>	<i>8 677</i>
<i>Dont autres charges opérationnelles</i>	<i>(5 007)</i>	<i>(135)</i>

⁽¹⁾ En 2018 : plus-value sur la vente de l'établissement de Levallois-Perret pour 6 207 K€.

⁽²⁾ En 2019, le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi a été supprimé et est compensé par une diminution des charges sociales sur l'ensemble des activités opérationnelles. L'impact sur le résultat opérationnel est non significatif (cf. note 2.3.1).

⁽³⁾ 4 785 K€ de dépréciations et provisions ont été constatées sur UNDA (Belgique) sur le premier semestre 2019 dans le cadre de la signature le 16 juillet d'une convention de cession de fonds de commerce et un compromis de vente des biens immobiliers (cf. note 1) :

- 2 706 K€ de dépréciations d'immobilisations corporelles,
- 1 743 K€ de dépréciations de stocks,
- 337 K€ de provision pour réorganisation relatifs aux deux salariés qui ne seront pas repris par le futur acquéreur.

⁽⁴⁾ Dont - 107 K€ de dépréciations d'un bâtiment en Belgique inclus dans les actifs destinés à être cédés.

NOTE 23 : IMPÔTS SUR LES RESULTATS

	2019 (6 mois)	2018 (6 mois)
Impôts exigibles	(4 583)	(13 466)
Impôts différés	(451)	742
TOTAL	(5 034)	(12 724)
Taux effectif	109,3%	37,1%

La différence entre la charge d'impôt comptabilisée et l'impôt qui serait constaté au taux nominal s'analyse comme suit :

	2019 (6 mois)	%	2018 (6 mois)	%
Impôt théorique	(1 475)	32,0	(11 816)	34,4
Effet des taux d'imposition des filiales	(1 341)	29,1	(866)	2,5
Effet des différents taux d'imposition en France	(393)	8,5	33	-0,1
Différences permanentes	384	(8,3)	(886)	2,6
Perte ou bénéfice fiscal sans constatation d'IS	(2 362)	51,3	(795)	2,3
Crédits d'impôt, régularisation impôts et autres	153	(3,3)	1 606	-4,7
Impôt réel	(5 034)	109,3	(12 724)	37,1

L'impôt théorique du groupe est calculé sur la base du taux applicable en France en 2019.

La charge d'impôt au 30 juin 2019 s'élève à 5 034 K€ et est supérieure au résultat avant impôt, au regard de pertes constatées sur les filiales, qui ne génèrent pas d'économie d'impôt.

Pour rappel, l'impôt 2018 intégrait le produit d'impôt reçu par BOIRON société mère sur la taxe de 3 % sur les dividendes versés en 2013 et 2014 pour 1 480 K€.

NOTE 24 : RESULTAT PAR ACTION (HORS ACTIONS AUTO-DETENUES)

	2019 (6 mois)	2018 (6 mois)
Résultat net (en K€)	(393)	21 605
Nombre moyen d'actions sur l'exercice	17 515 749	18 051 554
RESULTAT PAR ACTION (en €)	(0,02)	1,20

En l'absence d'instrument dilutif, le résultat moyen par action est égal au résultat moyen dilué par action.

NOTE 25 : ENGAGEMENTS HORS-BILAN

Le groupe BOIRON n'a pas d'engagement hors bilan lié aux acquisitions et cessions de filiales (engagements de rachat d'actions...).

Les engagements hors bilan liés aux acquisitions d'actifs concernent l'acquisition des marques et brevets de la société ALKANTIS. Le prix de cette acquisition en 2017, financée sur fonds propres, était de 2 495 K€. Un complément de prix est prévu au contrat :

- en 2023, si le chiffre d'affaires net de l'exercice réalisé sur ce produit en 2022 excède 10 millions d'euros, le complément de prix sera égal à 10 % du chiffre d'affaires net de l'exercice 2022 au-delà de 10 millions d'euros. Ce montant sera plafonné à 2 millions d'euros ;
- en 2028, si le chiffre d'affaires net de l'exercice réalisé sur ce produit en 2027 excède 20 millions d'euros, le complément de prix sera égal à 10 % du chiffre d'affaires net de l'exercice 2027 au-delà de 20 millions d'euros. Ce montant sera plafonné à 4 millions d'euros.

Aucun montant n'a été comptabilisé au titre de ce complément de prix car les conditions de comptabilisation ne sont pas remplies à la clôture.

Les engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles du groupe n'ont pas connu de variation significative sur le premier semestre 2019, exclusion faite de ceux retraités dans le cadre de la norme IFRS 16 (cf. note 2).

La réconciliation entre d'une part les engagements présentés en hors bilan au 31 décembre 2018, actualisés au taux d'emprunt marginal au 1^{er} janvier 2019, et d'autre part la dette financière locative IFRS 16, est présentée en note 2.1.

NOTE 26 : ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS

26.1. Litiges au Canada

BOIRON Canada a fait l'objet de deux plaintes de consommateurs, le 16 mars 2012 en Ontario et le 13 avril 2012 au Québec, visant à l'ouverture d'actions de groupe (« class actions »).

Au Québec, la Cour Supérieure de Montréal a rejeté la demande par jugement en date du 19 janvier 2015. La Cour d'appel du Québec a infirmé ce jugement le 26 octobre 2016 et a autorisé l'ouverture de la procédure de « class action ». Notre filiale canadienne a interjeté un recours contre la décision de la Cour d'appel devant la Cour suprême du Canada.

La Cour suprême a rejeté ce recours en mai 2017. Cette procédure se poursuit au fond devant la Cour supérieure du Québec.

En Ontario, la procédure n'a pas évolué depuis le dépôt de plainte.

Aucun montant n'a été provisionné au 30 juin 2019 au titre de ces litiges.

26.2. Litige en France

Un différend commercial nous oppose à la société auprès de laquelle nous avons acquis les marques et brevets du dispositif médical relatif à une compresse stérile à effet refroidissant appelée « Alkantis Ice Stérile ».

L'application des principes définis en note 2.9.3 des comptes consolidés, présentés en partie 4.1 du document de référence 2018, ne nous a pas conduits à constater de provision au 30 juin 2019.

Il n'existe pas d'autre procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage, y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée, susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 6 derniers mois des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société et/ou du groupe.

NOTE 27 : PARTIES LIEES

Les rémunérations brutes dues aux dirigeants sont les suivantes :

	Dirigeants
Rémunération fixe	413
Rémunération variable liée au contrat de travail ⁽¹⁾	69
Rémunération variable liée à la fonction de mandataire social ⁽²⁾	176
Autre rémunération	
Honoraires	
Jetons de présence	13
Avantages en nature ⁽³⁾	51
Total des revenus bruts dus au 30 juin 2019	722
Rappel du montant des revenus bruts dus au 30 juin 2018 ⁽⁴⁾	1 254
Avantages postérieurs à l'emploi (indemnité de départ à la retraite et accord de préparation à la retraite) ⁽⁵⁾	729
Autres avantages à long terme (médaille du travail)	77

⁽¹⁾ La rémunération variable liée au contrat de travail se compose de la prime d'intéressement, de la participation légale, de la prime d'intéressement au résultat et de l'abondement au PEE et au PERCO.

⁽²⁾ La rémunération variable liée à la fonction de mandataire social est constituée de la prime d'intéressement au résultat des mandataires sociaux n'ayant pas de contrat de travail.

⁽³⁾ Il s'agit des avantages liés à la retraite et à la prévoyance, ainsi qu'à la mise à disposition d'un véhicule.

⁽⁴⁾ Au 30 juin 2018, le montant incluait les éléments de rémunérations dus à Christian Boiron qui n'a plus le mandat de directeur général depuis le 1^{er} janvier 2019.

⁽⁵⁾ La prise de fonction de Directrice Générale au 1^{er} janvier 2019 a entraîné la perte des avantages postérieurs à l'emploi.

NOTE 28 : EVENEMENTS POST CLOTURE

Il n'a pas été identifié d'élément post-clôture pouvant avoir un impact significatif sur les états financiers du groupe.



Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2019

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019

MAZARS

Le Premium
131, boulevard de Stalingrad
69624 Villeurbanne Cedex

DELOITTE & ASSOCIES

Immeuble Higashi
106 cours Charlemagne
69002 LYON

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société BOIRON, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.1 « Nouvelles normes, amendements et interprétations IFRS » qui expose les modalités de première application de la norme IFRS 16 « Contrats de location » à compter du 1^{er} janvier 2019.

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Lyon et Villeurbanne, le 4 septembre 2019

Les Commissaires aux comptes

MAZARS

Nicolas DUSSON et Séverine HERVET

DELOITTE & ASSOCIES

Vanessa GIRARDET

ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Messimy
Le 4 septembre 2019

Valérie Lorentz-Poinsot
Directrice Générale